

Un prêtre genevois accueillera le pape François au Pérou en janvier

Visite Le souverain pontife se rendra dans un foyer pour enfants fondé par Xavier Arbex. Ce prêtre consacre sa vie à aider les jeunes dans une région ravagée par la recherche d'or.

Camille Krafft

camille.krafft@lematindimanche.ch

La nouvelle lui est tombée dessus comme ça, il y a quatre mois, de la bouche de l'évêque local: une visite du pape. Pour le prêtre genevois Xavier Arbex, qui a fondé un foyer d'enfants au Pérou il y a plus de vingt ans, cela a été «une surprise totale. Je ne sais même pas pourquoi ils nous ont choisis!» Mais le 19 janvier prochain, François sera là.

Depuis l'annonce, «journalistes, militaires, police secrète, officiels locaux et envoyés du Vatican» se succèdent autour du foyer Principito (Petit Prince), qui abrite une quarantaine d'enfants et d'adolescents à Puerto Maldonado, capitale de la région de Madre de Dios, en Amazonie. Tout cela pour une «halte» de 35 minutes. «Je me réjouis de sa visite, mais je ne comprends pas pourquoi un homme qui parle de paix a besoin de 2500 policiers pour le protéger, avoue Xavier Arbex, joint par téléphone. J'aurais aimé qu'il vienne seul pour embrasser les enfants, sans toute sa suite. Cette agitation est pénible à vivre.» Selon le prêtre, les coûts de l'événement suscitent déjà de vives réactions dans la région. «Les gens ne se rendent pas compte des bénéfices que cela engendrera pour les hôtels, restaurants, taxis, etc.»



Une quarantaine d'enfants et d'ados vivent au foyer Principito, géré par l'association Apronia, que Xavier Arbex a créée. Florian Kopp

Attiré par le tiers-monde

Incardiné à Genève et donc rattaché au diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg, Xavier Arbex a embrassé, dans les années 1970, la «théologie de la libération». Un courant de pensée théologique issu d'Amérique latine qui se concentre sur la lutte contre la pauvreté et la création d'une société juste et fraternelle. Parti pour cinq années sur les hauts plateaux péruviens en compagnie d'un évêque français en 1975, le prêtre n'est jamais rentré. «Depuis l'adolescence, je rêvais d'aller dans ce qu'on appelait alors le tiers-monde, raconte-t-il. J'ai attendu d'avoir 30 ans et une expérience d'éducateur pour partir.» Après quelques années, il est re-

descendu en plaine et a choisi de se concentrer sur la problématique des enfants des chercheurs d'or, qui sont nombreux dans cette région de la jungle amazonienne où les fleuves s'assagissent et où d'immenses tas d'alluvions abritent le précieux métal.

Afin de venir en aide aux plus jeunes, Xavier Arbex est à l'origine de la création d'une association baptisée Apronia (Association pour la protection des enfants et adolescents), qui est désormais en mains péruviennes même s'il en reste un «solide point d'appui». Cette association gère plusieurs entreprises sociales dont le but est de procurer des emplois, une formation ainsi que des res-

sources pour faire vivre le foyer Principito.

Une association sœur a été créée en Suisse. «L'or attire à Puerto Maldonado des paysans pauvres et des jeunes sans avenir qui s'imaginent qu'ils vont devenir riches, raconte le Morgien

«Je me réjouis, mais je ne comprends pas pourquoi un homme qui parle de paix a besoin de 2500 policiers pour le protéger»

Xavier Arbex, prêtre

Jacques Longchamp, secrétaire d'Apronia-Suisse, qui s'est rendu sur place à plusieurs reprises. Dès qu'ils ont un peu d'argent, ils le dépensent et leur situation ne s'améliore pas. C'est une tragédie humaine et environnementale, notamment à cause de la déforestation.»

Décrits comme un «Far West» régi par la loi du plus fort, la région et son secteur minier cumulent extrême pauvreté, violence et maladies. Les enfants en sont les premières victimes, et se retrouvent souvent abandonnés et sans ressources. Outre l'accueil en foyer, l'association suit certains jeunes sur leur lieu de vie. «Répondant à l'invitation des chefs d'Etat et

évêques respectifs», le pape François se rendra au Chili du 15 au 18 janvier 2018, puis au Pérou jusqu'au 21 janvier. Son souhait est notamment de rencontrer des tribus indigènes de la forêt vierge et de témoigner de son soutien aux familles et aux enfants qui vivent dans des conditions difficiles. Au Pérou, quelque 20 000 jeunes se sont déjà portés volontaires pour assurer la logistique autour de sa tournée. Le pays n'a pas reçu de visite du souverain pontife depuis mai 1988, année où Jean-Paul II était venu participer à un Congrès eucharistique. Il s'agira du sixième voyage de François en Amérique latine, son continent natal.

Pouvoir vendre davantage d'armes

Commerce Des entreprises suisses souhaitent pouvoir exporter leurs matériels de guerre dans des pays connaissant des conflits armés intérieurs.

Des entreprises suisses d'armement ont demandé à être entendues au plus haut niveau de l'Etat. Et la commission de politique de sécurité du Conseil des Etats, à laquelle elles se sont adressées, les a invitées à s'exprimer. Le rendez-vous est fixé à vendredi prochain déjà, a précisé hier Isidor Baumann (PDC/UR), président de la commission. Selon divers médias alémaniques, treize entreprises actives dans l'industrie de l'armement – qui livrent aussi l'armée suisse – ont signé la lettre.

M. Baumann ne veut pas en préciser le nombre ni les noms. Et la presse alémanique de citer notamment Ruag, la Mo-wag, Thales et Systems Assembling SA à Boudry (NE). Les entreprises invoquent la délicate situation économique dans laquelle se trouve la branche, avec des milliers d'emplois en jeu. Leur existence est en danger, car – après un pic en 2011 – les exportations d'armes se sont effondrées. Cette chute est entre autres due à la pratique d'autorisation du Conseil fédéral.

Mise en garde

La réglementation suisse est bien plus restrictive que celle de l'Union européenne, où les entreprises d'armement ont le droit d'exporter dans les pays connaissant des conflits armés internes. La branche déplore également que l'armée suisse achète moins de matériel.

Le Groupe pour une Suisse sans Armes (GSsA) met en garde contre un assouplissement des restrictions concernant l'exportation. Cela irait à l'encontre de «la tentative de la diplomatie suisse de résoudre les conflits sans la violence». «Les livraisons d'armes ne permettent pas qu'une guerre se termine, au contraire, elles aggravent la situation», selon le GSsA. **ATS**

Les migrants devraient rebrousser chemin en Afrique déjà

Dispositif La Suisse participe à l'installation d'une ceinture de centres d'accueil en Afrique noire. Une mesure dissuasive que la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga soutient.

La Suisse entend persuader les réfugiés à renoncer à la périlleuse traversée de la Méditerranée. Et ce avant même qu'ils n'arrivent en Libye, où ils sont emprisonnés. Car après un séjour dans ces terribles geôles, ils sont prêts à tout pour quitter l'enfer libyen et grimper sur d'improbables rafiots.

Les Etats européens ont décidé de «soutenir» les gouvernements de trois pays situés sur

le chemin menant au nord, soit le Mali, le Niger et le Tchad. Cinq centres d'accueil ont déjà été ouverts au Niger.

Simonetta Sommaruga, ministre chargée des questions migratoires, a invité à Berne le Groupe de contact pour la Méditerranée centrale. La troisième rencontre de ces représentants des pays voisins, de Malte et de la Slovénie aura lieu le 13 novembre. Côté africain, il y aura des délégués d'Algérie, de Libye, du Mali, du Niger, du Tchad et de Tunisie. Les institutions onusiennes, Haut commissariat aux réfugiés et Organisation internationale pour les migrations (OIM), ainsi que le CICR seront aussi présentes. Il s'agit en lan-

gage diplomatique de trouver des solutions pour mieux protéger les migrants en route vers l'Europe.

«Frontière pour réfugiés»

Dans les centres d'accueil tel celui d'Agadez au Niger, l'OIM conseille aux migrants de retourner chez eux. Un migrant qui accepte cette idée reçoit 100 dollars pour le voyage et on lui promet 1000 dollars une fois de retour chez lui. Comparé aux 18 000 francs versés par an pour un réfugié en Suisse par la Confédération aux cantons, c'est une alternative.

Il est clairement annoncé aux candidats réfugiés qu'ils n'ont pas d'espoir de voir leur de-



Simonetta Sommaruga entend décourager les candidats à l'exil. Keystone/Anthony Anex

mande d'asile en Europe aboutir. Ceux qui ont dû passer par les prisons libyennes comprendront le bien-fondé de cette démarche. Selon une interview donnée par la ministre Sommaruga à l'hebdomadaire zurichois *Wochenzeitung*, elle a rencontré à Agadez des migrants de retour de Libye qui ne rêvaient que d'une chose: rentrer chez eux.

Certes, et la conseillère fédérale ne le cache pas, cela revient à créer une sorte de «frontière pour réfugiés» au milieu du Sahara. Dans la *Wochenzeitung*, elle met en garde contre une pensée trop eurocentrique et rappelle qu'il faut se remémorer que la plupart des gens quittant leur pays espèrent plutôt trouver

des conditions de vie meilleures ailleurs en Afrique et n'ont pas l'intention de passer en Europe.

La ministre socialiste est soutenue dans son action par des parlementaires bourgeois. «Une aide au retour depuis l'Afrique est toujours intéressante. Elle a son prix et c'est légitime», déclare Gerhard Pfister, président du PDC. Et Heinz Brand (UDC/GR) estime positif que des centres soient ouverts en Afrique. Il souhaiterait de véritables centres de répartition où effectuer toute la procédure de demande d'asile. Actuellement, seules les personnes vulnérables y sont sélectionnées.

Pascal Tischhauser et Denis von Burg